



# Les Economistes atterrés

## Chômage, pauvreté, précarité

### Où vont les réformes ?

**Conférence-débat, mardi 3 décembre 2019, de 19h30 à 21h30**

**Amphi Georges Lefebvre, Sorbonne**

**14 rue Pujas, 75005 Paris, M° Luxembourg**

Avec : **Didier Demazière** (sociologue)

**Sabina Issehnane** (économiste atterrée)

**Anne Eydoux** (économiste atterrée)

*Le débat sera animé par **Henri Sterdyniak** (économiste atterré)*

Deux réformes de la protection sociale des demandeurs d'emploi et des ménages pauvres sont en cours, celle de l'assurance chômage et celle des minima sociaux. Cette conférence se penchera sur ces réformes : qu'en attendre pour les chômeur.se.s, les pauvres, les précaires ?

Loin des promesses présidentielles de sécurisation des trajectoires précaires, elles devraient accroître l'insécurité des revenus des demandeur.se.s d'emploi, sans améliorer les protections des plus pauvres. Le gouvernement a imposé au régime d'assurance chômage une cure d'austérité, avec des coupes qui dépasseront dès 2022 les 2 milliards d'euros par an. Si la réforme prévoit d'ouvrir des droits à une poignée de démissionnaires et d'indépendant.e.s, il y aura surtout des perdant.e.s selon les estimations de l'Unedic. A commencer par celles et ceux qui ont été poussé.e.s à accepter une activité précaire, désormais accusé.e.s de tirer parti du système en préférant les contrats courts.

La réforme des prestations sociales annoncée pour 2020 devrait fusionner plusieurs minima sociaux dans le futur Revenu universel d'activité (RUA). Loin de l'inconditionnalité, l'universalité s'apparente ici à un tour de vis général. Selon les termes du Président Macron, les futurs allocataires auront une « obligation d'inscription dans un parcours d'insertion, qui empêche de refuser plus de deux offres raisonnables d'emploi ou d'activité figurant dans son contrat ». Au mépris de leurs difficultés particulières (contraintes familiales, de santé, handicap, âge, etc.), la réforme en ferait des demandeurs d'emploi comme les autres, comme ceux qui, rejetés du régime d'assurance chômage, les rejoindront dans le RUA. Par ailleurs, le rattachement prévu des allocations logement au RUA risque d'en priver des ménages modestes qui, sans être au RUA, en ont besoin pour se loger.

***Quel avenir pour l'assurance chômage et les minima sociaux ? Quelle prise en compte de la diversité des formes et des trajectoires de précarité et de pauvreté ? Quelles alternatives***

*proposer ? C'est de ces questions que le collectif des Economistes atterrés vous invite à venir débattre le mardi 3 décembre de 19H30 à 21H30 autour de nos invités.*

Interventions :

- 1) *Le vécu du chômage* (Didier Demazière, sociologue) ;
- 2) *Retour sur la réforme de l'assurance chômage* (Sabina Issehnane, économiste atterrée) ;
- 3) *Le revenu universel d'activité, quelle universalité ?* (Anne Eydoux, Université Rennes 2, économiste atterrée).

\* \* \*

D'ici là, retrouvez les analyses et positions des « Atterrés » dans les chroniques et articles de notre site <http://atterres.org> ou sur notre page [Facebook](#).

\* \* \*